



Poitiers le 13 Septembre 2011

Monsieur le Président de la République Française  
Palais de l'Elysée  
55 rue du Faubourg Saint-honoré  
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Depuis plusieurs semaines les 480 salariés et leurs organisations syndicales de la Fonderie du Poitou Aluminium d'Ingrandes, département de la Vienne, luttent pour s'opposer au projet de la direction du Groupe Montupet visant l'abandon de l'outil industriel.

Les effets immédiatement mesurables sont la casse des emplois, une baisse moyenne de 23% des salaires par moins 15% du taux annuel de base, une réduction de la durée hebdomadaire de travail de 38h50 à 35h payée 35h, la fin des RTT, des primes, la répartition du tiers de l'effectif encadrant dans d'autres usines du groupe qui de fait hypothèque l'avenir du site industriel de Châtelleraut.

La stratégie du Groupe Montupet n'est malheureusement plus une découverte sur notre bassin d'emploi de Châtelleraut frappé à de nombreuses reprises par des fermetures d'entreprises.

Depuis trois ans plus de 3000 emplois industriels ont disparu sur le département de la VIENNE et 10 000 sur la région POITOU- CHARENTES.

Depuis l'acquisition par le Groupe Montupet le premier janvier 2010, délibérément aucun investissement n'a été réalisé sur l'outil de travail, l'action du Groupe ayant consisté à appauvrir par tous les moyens le carnet de commande du site des FDPA de Châtelleraut opérant aujourd'hui à 60% de sa capacité.

Pour se faire le Groupe Montupet fait appel à ses autres sites à grand renfort d'heures supplémentaires et d'intérimaires

L'alibi ainsi fabriqué, le Groupe Montupet propose à la veille des congés, en juillet, son plan dit de « compétitivité ».

Malgré les aides publiques directes versées depuis 2008 aux constructeurs automobiles (prime à la casse...) qui ont bénéficié indirectement aux sous traitants de l'industrie automobile, rappelons les aides au chômage partiel (303 000 euros au titre du chômage partiel depuis 2008 à FDPA) aucune stratégie industrielle n'a vu le jour, la rentabilité financière pour seul objectif stratégique.

Austérité pour les salariés, prospérité pour les financiers.

Résultat du Groupe MONTUPET- SA.

Chiffre d'Affaire 2009: 204 M €

Chiffre d'Affaire 2010: 375 M € --- FDPA d'Ingrandes 77,6 M €

Prélèvement du Groupe Montupet sur les usines France au « titre de frais de siège ».

FDPA Châtelleraut : 2,39 M €

Laigneville : 3,6 M €

Châteauroux : 2,1 M €

Malgré ces ponctions le site FDPA est à l'équilibre en 2010.  
Bénéfice MONTUPET- SA 2010 : 6,7 M €

Un dividende prélevé par les 4 patrons actionnaires du groupe : 1, 29 M €  
L'assemblée générale des actionnaires s'est déroulée au mois de juin 2010, quelques jours avant la présentation aux représentants des salariés du plan de compétitivité FDPA d'Ingrandes.

Salaires des trois principaux dirigeants en 2010 : 988 900 €  
290 890 €  
653 360 €

Comment ne pas s'interroger sur la stratégie de nos deux constructeurs automobile donneurs d'ordre dans ce dossier à 85% pour Renault et à 15% pour PSA.  
Leur silence en dit long sur ces pratiques, nous nous interrogeons sur la stratégie de ces mêmes constructeurs à conserver des intermédiaires sous-traitants qui ne portent aucun intérêt à l'industrie, des financiers qui représentent un coût dans le processus de production.

Au regard de la gravité de la situation mettant en péril notre outil industriel, nos emplois, nos salaires, notre avenir et celui de nos familles, notre territoire et devant de pareilles injustices, collectivement nous avons décidé de vous interpeller et ce après nos courriers adressés en vain à Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Industrie, Monsieur le Ministre du Travail.

Partage des richesses créées, politique industrielle en France, emploi, temps et conditions de travail, responsabilité sociale des entreprises sur nos territoires, justice sociale voilà les questions qui nous interpellent.

Questions de choix de société pour lesquelles nous sommes en lutte face aux financiers, aux actionnaires qui prospèrent encore et toujours même en ces temps de crise.

C'est pourquoi, M le Président de la République, par la présente nous vous interpelons.

Dans l'attente, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre profond respect.

Par mandat de l'assemblée générale des salariés en lutte et de leurs organisations syndicales de la Fonderie du Poitou Aluminium d'Ingrandes.

Pour La CFDT  
Le Secrétaire Général

Estevend Veronique  


Pour la CFE-CGC  
Le Président



Pour la CGT  
Le Secrétaire Général

Parcel Briant  


Pour FO  
Le Secrétaire Général

Alain BARREAU  


Pour l'UDT  
Le Secrétaire Général

DUBIN Jean-Marc  


CFDT	23	Rue Arsène Orillard	86000 POITIERS
CFE-CGC	21 Bis,	Rue Arsène Orillard	86000 POITIERS
CGT	21 Bis,	Rue Arsène Orillard	86000 POITIERS
FO	33	Rue des Deux Communes BP 3	86180 BUXEROLLES
UDT-ALU		ZI ST USTRE	86 220 INGRANDES